

DANS L'ACTUALITE du 2 au 4 juin 2015

Textes officiels

JORF n° 0126 du 3 juin 2015

Conditions d'ouverture de la tierce opposition à l'encontre d'un jugement par lequel le juge administratif des installations classées, après avoir annulé la décision préfectorale de refus, fait usage de ses pouvoirs de pleine juridiction pour délivrer lui-même l'autorisation

[Avis n° 381560 du 29 mai 2015](#)

Instruction

Instruction du Gouvernement du 26 mai 2015 sur la mise en place des conventions particulières pour les territoires à énergie positive pour la croissance verte

La présente instruction précise les modalités de mise en place des conventions particulières, signées entre le Préfet de Région et les territoires lauréats de l'appel à projet "territoires à énergie positive pour la croissance verte".

[Instruction NOR DEVK1511837J du 26 mai 2015 sur la mise en place des conventions particulières pour les territoires à énergie positive pour la croissance verte](#)

Jurisprudence

Contrôle du classement des voies énumérées dans l'article L. 111-1-4 du Code de l'urbanisme

[CE 1^{er} juin 2015 commune de Mareil-le-Guyon, req. n° 368335](#)

La production d'un mémoire complémentaire n'interrompt pas le délai de recours

[CAA Douai 28 mai 2015 Voies navigables de France, req. n° 13DA01154](#)

Responsabilité contractuelle du maître d'œuvre

[CAA Nantes 19 mai 2015 commune d'OUILLY-le-Vicomte, req. n° 13NT00951](#)

Exiger des candidats une connaissance de l'environnement économique local n'est pas discriminatoire

[CAA Bordeaux 5 mai 2015 Société JT2M, req. n° 13BX01771](#)

Vu par ailleurs

Projet de loi Macron : sénateurs et députés échouent à s'entendre, l'Assemblée reprend la main

[Notaires, autocars ou permis de conduire : sénateurs et députés ont échoué mercredi 3 juin à trouver un accord sur le projet de loi Macron qui revient dès lundi en commission à l'Assemblée et qui pourrait encore être complété par le gouvernement.](#)

Source : localtis.info du 04/06/2015

Projet de loi Macron : c'est reparti pour une seconde lecture !

[Députés et sénateurs n'ont pu trouver un accord sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques mercredi 3 juin. Le texte sera à nouveau présenté à l'Assemblée nationale, en séance publique, à partir du 16 juin. L'adoption définitive est envisagée pour fin juillet.](#)

Source : le Moniteur du 03/06/2015

Contrat public

Commande publique

[4 juin - La mission commune d'information sur la commande publique poursuit ses auditions](#)

Source : senat.fr du 04/06/2015

Des marchés publics simplifiés pour les entreprises du BTP

[Le service « Marché public simplifié » \(MPS\) permet aux acheteurs publics, depuis le 20 mai, d'obtenir directement les attestations et certifications Qualibat des entreprises qui répondent à un marché estampillé « MPS ». En septembre prochain, MPS sera généralisé à tous les marchés à procédure adaptée de l'Etat.](#)

Source : le Moniteur du 04/06/2015

Achats d'énergie : les groupements de commande montent en flèche

[A l'approche de la bascule en offre de marché en janvier 2016, les acheteurs publics ont-ils anticipé l'extinction progressive des tarifs réglementés de vente d'énergie ? Pour le gaz oui, pour l'électricité un peu moins. Mais pour massifier les besoins tout en stimulant la concurrence entre fournisseurs, des syndicats d'énergie s'activent et s'allient au travers de groupements de commandes de taille départementale voire régionale. La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies \(FNCCR\), qui a fait le point sur le sujet le 2 juin, en recense 70 fin prêts à passer leurs marchés dans les prochains mois.](#)

Source : localtis.info du 03/06/2015

Le directeur de la DAJ apporte des précisions à la mission sénatoriale d'information sur la commande publique

[Jean Maïa était auditionné fin mai par la mission commune d'information sur la commande publique récemment mise en place par le Sénat. Il a apporté des précisions aux élus quant au calendrier de transposition de la directive Marchés, ainsi que des éléments d'information sur quelques points qui posent encore question : place des PME, sourcing et risque de délit de favoritisme, avenir du concours obligatoire dans les marchés de maîtrise d'œuvre.](#)

Source : localtis.info du 02/06/2015

Commande publique et bénévolat

[Comment concilier le recours des personnes publiques à des associations, en particulier à des associations bénévoles, fréquent dans certains secteurs, notamment les secteurs à caractère sanitaire ou social, avec les règles et principes fondamentaux de la commande publique ? Alain Ménéménis revient sur cette question, à l'aune d'une décision de la CJUE](#)

Source : achatpublic.info du 02/06/2015

Acheteurs publics : simplifiez l'achat. Dix conseils pour réussir

[Fascicule Acheteurs publics : 10 conseils pour réussir Le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique rend public un fascicule formulant 10 conseils à l'attention des acheteurs publics.](#)

Source : DAJ du 1^{er}/06/2015

Urbanisme

La Samaritaine : la validation du permis de construire réclamée

Le 3 juin, le rapporteur public a demandé au Conseil d'Etat de valider le permis de construire du projet de rénovation de l'ancien grand magasin parisien. Le document autorisant la transformation du célèbre établissement a, auparavant, été annulé par deux juridictions administratives. La décision pourrait être rendue d'ici à trois semaines.

Source : le Moniteur du 04/06/2015

Accessibilité : le Sénat simplifie les obligations des petites communes et approuve l'ordonnance

Le Sénat a adopté le 2 juin le projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, et instaurant des agendas d'accessibilité programmée (Ad'Ap). Principales modifications : seules les communes de plus de 1 000 habitants, et non 500, auront l'obligation d'élaborer des plans de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Source : le Courrier des maires du 03/06/2015

104 plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUI) soutenus financièrement par l'Etat

Le ministère du Logement et de l'égalité des territoires soutiendra « financièrement et méthodologiquement » une centaine d'EPCI ayant fait le choix du plan local d'urbanisme (PLU) à l'échelle intercommunale (PLUI). Une initiative à même de favoriser la diffusion des PLUI alors que le gouvernement se heurte au Sénat et à plusieurs associations d'élus qui refusent de voir relever le seuil de la minorité de blocage des communes pour empêcher l'adoption des PLUI.

Source : le Courrier des maires du 02/06/2015

Le Sénat repousse la création de la Métropole du Grand Paris d'un an

Le Sénat a décidé lundi 2 juin, contre l'avis du gouvernement, de reporter d'un an la création de la Métropole du Grand Paris, normalement prévu le 1er janvier 2016, à l'occasion de l'examen en deuxième lecture de la loi Notre.

Source : le Courrier des maires du 1^{er}/06/2015

Environnement

Dialogue environnemental : un rapport pour renforcer la démocratie

[Prévoir un « droit d'initiative » citoyenne pour réclamer un débat public et renforcer la concertation en amont des grands projets : la commission Richard avance ses recommandations pour favoriser la démocratie participative, dans un rapport remis le 3 juin à la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal.](#)

Source : le Moniteur du 04/06/2015

« Démocratie environnementale : débattre et décider » : Ségolène Royal reçoit le rapport de la commission spécialisée du Conseil national de la transition écologique sur la démocratisation du dialogue environnemental

[Ségolène Royal, Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, a reçu aujourd'hui le rapport « Démocratie environnementale : débattre et décider », en présence des membres de la commission spécialisée du Conseil national de la transition écologique sur la démocratisation du dialogue environnemental présidée par Alain Richard.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 03/06/2015

Collectivité territoriale

Projet de loi NOTRe : ce qu'il faut retenir du texte du Sénat

[La Haute-Assemblée a voté, le 2 juin 2015 en deuxième lecture le projet de loi portant Nouvelle organisation territoriale de la République. Au programme : le maintien des prérogatives du département, un PLU intercommunal circonscrit, le report, d'un an, de la création de la métropole du Grand Paris... Le point sur ce que le Sénat a changé en 18 chapitres.](#)

Source : la gazette des communes du 02/06/2015

Adoption en seconde lecture du projet de loi Notre : le Sénat persiste et signe

[Par 191 voix pour et 35 contre, le Sénat a adopté en deuxième lecture le 2 juin le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République \(Notre\)... contre l'avis du gouvernement.](#)

Source : le Courrier des maires du 02/06/2015

Vu dans les revues

AJDA du 1^{er} juin 2015 n° 18-2015 p.1051, *La résiliation pour faute d'une délégation de service public et le droit à indemnisation*, par Jean-Baptiste Vila

Presse

Loi Macron : l'exécutif prêt à ressortir le 49-3

[Le texte revient devant les députés la semaine prochaine. Le gouvernement est décidé à aller vite et à ne pas faire de concessions.](#)

Source : les Echos du 03/06/2015

Travail du dimanche: ils défilent à Paris contre «l'amendement Fnac»

[Des salariés du commerce, dont de nombreux salariés de la Fnac, ont à nouveau manifesté mercredi à Paris contre le travail du dimanche, dénonçant notamment l'amendement au projet de loi Macron qui vise à autoriser les commerces de biens culturels à déroger au repos dominical.](#)

Source : le Parisien du 03/06/2015

Extension de Roland-Garros : Manuel Valls passe en force

[Manuel Valls veut avancer vite sur le dossier de l'extension de Roland-Garros. Quitte à passer en force.](#)

Source : le Monde du 03/06/2015

Feu vert de Valls pour l'extension de Roland-Garros sur les serres d'Auteuil

[La décision a été validée hier matin à l'issue d'une réunion interministérielle. « L'Etat rendra son avis favorable sur l'ensemble des procédures relevant de sa compétence d'ici la fin de la semaine », a indiqué Matignon dans la soirée.](#)

Source : le Parisien du 03/06/2015

Grand Paris : une métropole en peau de chagrin

Nous n'avons pas fait autant de concessions pour finir par reculer au dernier moment » : Marylise Lebranchu affichait sa détermination, lundi 1er juin, dans les couloirs du Sénat. Même réduite aux acquêts, la Métropole du Grand Paris (MGP) sera portée sur les fonds baptismaux le 1er janvier 2016, a laissé entendre la ministre de la décentralisation.

Source : le Monde du 02/06/2015